



## Liste des présents

- Florian MERCIER – SPIE CityNetworks
- Patrice DE CARNÉ – SBA
- Dominique LEGRAND – AN2V
- Rémy NOLLET – DG Gendarmerie Nationale
- Vincent DU RUSQUEC – DG Gendarmerie Nationale
- Aurélie ANNOOT – AZURSOFT
- Jean-Yves ORSEL – DOVOP
- Nora KHALFOUNE – BOUYGUES ENERGIE ET SERVICES
- Augustin MORICE – BOUYGUES ENERGIE ET SERVICES
- Alexandre ANNE – ARTELIA
- Jacques ROUJANSKY – CICS
- Lilian CAULE – ANITEC
- Jean-René BOUZONIE – SALTO
- Boutheina CHETALI – GEMALTO



## 1. ACCUEIL

Accueil par Florian MERCIER, président de la Commission Safe City.  
Lancement de la commission Safe City.

## 2. PRESENTATION DE LA SBA

Présentation faite par Patrice DE CARNE, Délégué Général de la SBA.

La SBA est « un accélérateur de transformation ».

Imaginer et concevoir les conditions de mise en œuvre et de développement des smart buildings dans la smart city en relevant les défis posés.

À ce jour :

- 240 membres inscrits, acteurs de la filière du bâtiment
  - 8 en 2012
  - 22 en 2013
  - 32 en 2014
  - 59 en 2015
  - 128 en 2016
  - 214 en 2017
  - > 300 en 2018
- Toutes sortes d'adhérents : acteurs industriels, collectivités, institutions

Travail sur la mise en place du label « Ready 2 Service » : fixer le niveau d'exigence qu'on peut attendre d'un smart building ; point très important, à la base de la création de la SBA.

Régionalisation de la SBA : pour parler des territoires, rien de mieux que d'être dans les territoires

Pourquoi créer la commission Safe City ?

- Il n'y aura pas de Smart City sans Safe City
  - o Safe City :
    - Cyber sécurité
    - Vidéo protection
    - Contrôle des accès
    - Éclairage public
    - Sécurité routière
    - Sécurité incendie
    - ...
  - o La Safe City est-elle que la City ?
  - o L'idée n'est pas de faire un recueil à la fin de la commission qui sera directif sur des solutions. La réflexion : qu'est-ce que la transformation numérique pourra amener sur ces métiers, et en quoi la transformation numérique permettra-t-elle de fédérer et d'unifier les visions Safe de la City ? Réfléchir de la transformation numérique.

Voir le détail des slides présentés par Patrice DE CARNE en Annexe au présent compte-rendu.

### 3. TOUR DE TABLE ET ECHANGES SUR LA THEMATIQUE DE LA SAFECITY

#### A. Présentation de l'AN2V

Présentation faite par Dominique LEGRAND, Président de l'AN2V.

L'association AN2V (Association Nationale de la Vidéoprotection) regroupe 120 sociétés.

L'AN2V édite un guide de référence, PIXEL, tiré à 7000 exemplaires chaque année.

Les travaux et manifestations de l'AN2V :

- Organisation de 4 réunions thématiques par an.  
La prochaine concernera le smart building et la sûreté ; principe d'échange avec la salle pour générer de la donnée d'entrée sur la partie Smart Building.
- Organisation des Universités de la Sécurité (tous les deux ans)
- Organisation de formations aux métiers de la vidéoprotection.
- Travaux avec le ministère sur la sécurité dans le matériel roulant.
- Travaux avec la CNIL sur le LAPI, la comparaison faciale.

Avis sur la notion de Safe City et de Smart City : cf. les travaux de la métropole de Lyon : le problème est que la Safe City n'est pas un sujet abordé dans la cadre de la vision de la métropole sur la Smart City. Constat d'une rupture, d'un silo, au sein même de la collectivité. C'est le constat d'un vrai souci, d'une frontière virtuelle entre deux mondes.

#### B. Tour de table et présentation des participants

Tour de table : présentation des participants (entreprise, missions, ...) et expression des différentes perceptions sur la thématique de la Safe City :

Jacques ROUJANSKY	Dominique LEGRAND	Patrice DE CARNE	Lilian CAULE	Rémy NOLLET	Vincent DU RUSQUEC
CICS	AN2V	SBA	ANITEC	DGGN	DGGN

PLAN DE TABLE  
DE LA REUNION

Alexandre ANNE	Augustin MORICE	Nora KHALFOUNE	Florian MERCIER	Jean-Yves ORSEL	Auréli ANNOOT	Boutheina CHETALI	Jean-René BOUZONIE
ARTELIA	BOUYGUES ES	BOUYGUES ES	SPIE CityNetworks	DOVOP	AZURSOFT	GEMALTO	SALTO

- Rémy Nollet – DGGN :
  - Lieutenant-Colonel Gendarmerie Nationale ; missions : cybermenaces, transformation numérique de la gendarmerie, intéressé par les territoires connectés, villes connectées, véhicules connectés ; garder un œil sur les innovations en matière de sécurité pour être proactifs sur l'évolution des usages chez les citoyens
  - Vision Safe City et Territoires connectés :
    - Pourquoi y a-t-il une étanchéité ?
    - Les maires ne souhaitent pas mutualiser leur pouvoir de police. On trouve les CSU mutualisés et des polices mutualisés dans les communautés de communes, et non dans les agglomérations, à cause de ce principe. C'est une vraie problématique.
    - Il y a un vrai potentiel au niveau des territoires, communautés de communes et départements
    - L'approche territoires sera plus facile à intégrer car les élus ont déjà franchi le pas de la réflexion
    - La gendarmerie peut prendre un rôle de tiers de confiance, s'agissant de signaler un problème par exemple (pas de soucis car pas de données personnelles), ou encore s'agissant de dénoncer une incivilité de stationnement, ça fonctionne aussi
  - Attentes / suggestions sur les travaux de la commission Safe City :
    - Il faut associer la CNIL à cette commission, car plus on travaille en amont avec la CNIL, plus il est simple de réaliser un travail collaboratif ; la CNIL a nommé un responsable SmartCity il y a un an : il serait certainement pertinent de convier cette personne à nos travaux ; pertinent également par rapport à l'arrivée du RGDP qui permet de faire appliquer les règles au niveau Européen, ce qui impose d'avoir une autorité représentative (la CNIL en l'occurrence pour la France)
    - En continuité : la confiance et la sécurité informatique sont important ; importance de la participation du CICS. Sujet des données dans les bâtiments, avec l'espionnage (industriel, privé), ... Penser la SSI comme une condition nécessaire à la Safe City
    - Dans la démarche, il faut bien repositionner l'utilisateur au cœur du système : sujet des applications qui rendent aujourd'hui le citoyen usager de la sécurité. Dans la cartographie Safe City, il faudra bien penser à mettre en avant le rôle du citoyen. En effet, leur propre rôle est très bien perçu aujourd'hui au niveau des citoyens. Le citoyen a évolué sur la logique de la

dénonciation, au bon sens du terme : constate un contenu offensant, il n'hésite pas à dénoncer (cf. contenus sur Youtube, sur Facebook) : on est dans une logique de ne pas fermer les yeux devant le constat d'un fait ou d'une incivilité

- Sujet de la malveillance sur les réseaux : c'est un vrai sujet et la gendarmerie échange beaucoup ; il y a aussi la malveillance sur les réseaux numériques
- Vincent de l'Etang du Rusquec – DGGN :
  - Colonel Gendarmerie Nationale
  - Vision Safe City :
    - Constat d'une certaine crainte quand on parle de Safe City, de Smart City, de Data City : le sujets des sources de données qui échappent aux pouvoirs publics ; enjeux d'avoir la capacité d'accéder à ces données pour les pouvoirs publics ; capacité à les gérer également : avoir des centres opérationnels intelligents est une chose, mais il faut avoir aussi de l'humain formé derrière pour utiliser et exploiter toutes ces données
    - Les centres opérationnels évoluent, mais il y a encore un sujet sur le traitement et la remontée des données vers la gendarmerie
    - Comment gérer toutes informations, images vidéo ?
    - La gendarmerie a mis en place un centre national de la mobilité, mais sentiment d'une forte accélération avec l'arrivée exponentielle du nombre de donnée ; il faut mettre des formations en place
    - Concernant les outils utilisant les données : souvent, les finalités sont dépassées. Des données sont collectées pour une finalité initiale, et celles-ci peuvent être détournées pour des fins commerciales ou malveillantes. Il y a déjà une forte réflexion en cours à la CNIL sur ce sujet, d'où l'intérêt effectivement d'un rapprochement.
    - Sujet des CSU qui devraient être opérés en temps réel, afin de permettre de lever des doutes et traiter les données
    - Sujet de la vidéo verbalisation : l'infraction doit être constatée par l'agent verbalisateur. Les outils sont des aides, mais n'y a pas d'automatisation.
- Boutheina CHETALI – GEMALTO :
  - IOT Security Consulting Manager chez GEMALTO
  - Vision Safe City :
    - Sujet de la cybersécurité, dans des domaines précis comme l'IoT
    - Sujet de la réglementation Security Design : la plupart des entreprises ne parviendront pas toutes seules pour mettre en place ce qu'il faut
    - Quand on aborde le sujet de la Smart City et de la Safe City, on couvre énormément de domaines : il faudra donc rationaliser et coordonner les travaux ; il faudra prioriser les travaux
  - Attentes / suggestions sur les travaux de la commission Safe City :
    - Contribution et travail avec des partenaires industriels pour la compatibilité avec la GPR sur l'aspect sécurité
    - Volonté de contribuer aux travaux sur le sujet de la sécurisation des données dans la Safe City
- Jacques ROUJANSKY – CICS :
  - Délégué Général au Conseil des Industriels de la Confiance et de la Sécurité (CICS) ; Le CICS a pour vocation de promouvoir les industries de sécurité ; il mène une politique industrielle avec des ambitions sur la sécurité de la ville intelligente : l'objectif est donc de fédérer l'ensemble des acteurs
  - Vision Safe City :
    - Problème assez général : comme ces sujets sont très vastes, on a du mal à se décider. L'intéressant serait de cartographier et d'urbaniser tous ces

concepts. On peut se faire dépasser très vite si on se concentre trop sur des sujets précis.

- Exemple des voitures autonomes : elles sont bardées de capteurs, mais demain elles deviendront elles-mêmes des capteurs pour les villes
- Les défis de la Smart & Safe City ne sont pas forcément techniques .Ce sont plutôt les questions de gouvernance, de juridique. Il y a beaucoup d'acteurs, chacun avec sa sensibilité. Si on veut unifier et faire converger ces sujets, on se confronte souvent aux problèmes de gouvernance
- Attentes / suggestions sur les travaux de la commission Safe City :
  - Contribuer à la cartographie de la Safe City
  - Objectifs de la commission : comment faire pour désiloter ? comment faire pour lever ces problèmes de gouvernance ?
  - Il faut avoir des propositions précises qui permettront de faire évoluer les choses. Un aspect à regarder précisément dans nos travaux : il faut regarder ensemble comment on déclare les finalités.
- Lilian CAULE – ANITEC :
  - Ingénieur Affaires Techniques Sûreté & Sécurité à l'ANITEC. L'ANITEC est née de la fusion des syndicats SVDI (spécialistes de la Sûreté, Vidéoprotection et Détection Incendie) et S2ICF (Syndicat des Intégrateurs et Installateurs Courants Faibles)
  - Vision Safe City :
    - Réflexion sur les algorithmes et intelligences artificielles, qui travaillent sur le prédictif et la détection anormale comportementale ; jusqu'à quelle couche descendons-nous ?
    - Dans l'intégration, on parle de la VPU, du contrôle d'accès, de la SSI : il y a aussi la détection d'intrusion. Avec notamment la montée en compétence du personnel.
  - Attentes / suggestions sur les travaux de la commission Safe City :
    - Grand intérêt effectivement de faire une cartographie, micro et macro, de la Safe City
    - Il pourrait également être intéressant de faire intervenir l'ANSSI en commission, au niveau notamment de la police nationale, pour travailler avec nous sur nos réflexions : notamment pour parler à un moment des exigences techniques
    - En terme de vision prospective : quid des drones ? des robots ? quel sera leur rôle demain ?
- Jean-René BOUZONIE – SALTO :
  - Responsable National de la Prescription chez SALTO SYSTEMS France, fabricant leader dans les systèmes de contrôle d'accès électronique
  - Vision Safe City :
    - Voir la Safe City avec une hypervision, où serait intégrée la catégorie SSI, la catégorie alarme, etc...
    - Cette hypervision permettrait également de mettre le Citoyen au cœur du système et au cœur de la Cité
    - Petite remarque au sujet de la technologie « Bluenet » : mode de communication sécurisé entre les éléments ; consommation énergétique intéressant ; possibilité d'avoir des équipements plus autonomes ; rappel : la SBA ne s'intéresse pas aux protocoles, fermés ou ouverts : le seul principe à retenir pour nos travaux c'est l'impérative interopérabilité des systèmes
- Jean-Yves ORSEL – DOVOP :
  - Président de DOVOP, société spécialisée dans les systèmes d'identification par le numérique ; Vice-Président du S2ICF ; Président de la sous-commission SBA Parking et Mobilité dans la ville
  - Vision Safe City :

- Le sujet des données personnelles est effectivement très important. Il faut distinguer les flux de masse du cadre de l'instruction judiciaire : il faut écarter de nos réflexions les mesures d'exception
  - Au niveau de la CNIL, il est tout à fait possible de réaliser des expérimentations qui touchent aux données personnelles (cf. le sujet de la reconnaissance faciale). Ces tests valident la pertinence des outils. On commence à prévoir des actions nouvelles et on réalise des tests, qui ne sont pas refusés par la CNIL tant qu'il s'agit de tests.
- Attentes / suggestions sur les travaux de la commission Safe City :
  - Ne faudrait-il pas également solliciter M. ORTEGA sur ce sujet ? Il anime la commission juridique de la SBA, sur le sujet de la donnée personnelle.
- Nora KHALFOUNE – Bouygues Énergies & Services :
  - Chef de Projet SmartCity, au département Business Solutions
  - Vision Safe City :
    - Sujet de l'usager : la définition de la Safe City n'est-elle pas directement liée à l'usager et à ses besoins ? On peut recenser notamment circulation, tranquillité, données personnelles, transports nocturnes, éclairage avec un juste milieu entre performance et sécurité, centre de supervision urbain, analyses d'images, ...
    - Sujet de l'hyperviseur de la ville : les collectivités ne sont pas encore prêtes
- Alexandre ANNE – ARTELIA :
  - Chef de Projet Division SmartCity et ITS, chez Artelia ; plus spécialement sur IoT et DataScience ; également sur les systèmes de transport
  - Vision Safe City :
    - Sujet des hypervisions urbaines : de nombreuses solutions existent aujourd'hui, issues de tous les pays. Nous savons qu'il faut sécuriser, la difficulté étant de construire un ensemble cohérent et sécurisé. Mais cela génère des difficultés de choix et de compréhension de la part des territoires. Beaucoup de solutions américaines arrivent, notamment. Cf. l'exemple de la Métropole de Lyon.
    - Notions des services nouveaux qui s'ajoutent également sur les équipements existants, avec l'arrivée de nouveaux systèmes, équipements, ou encore infrastructures. Exemple des réseaux Lifi, Wifi, qui s'interconnectent.
    - Il faudra traiter le sujet de la malveillance sur les réseaux.
  - Attentes / suggestions sur les travaux de la commission Safe City :
    - Face à toute cette profusion de réseaux et de services nouveaux, avec l'arrivée de grandes solutions, il faudra être vigilant et voir comment on peut accompagner les territoires à travers les actions de la SBA et de la commission Safe City en particulier.
- Augustin MORICE – Bouygues Énergies et Services
  - HEI - Hautes Études d'Ingénieur (2015 – 2018)
- Aurélie ANNOOT – AZURSOFT
  - Directrice Marketing & Communication, chez AZUR SOFT, éditeur de solutions logicielles de sécurité, d'accès et de gestion des informations à destination des acteurs des marchés de la télésurveillance et de la téléassistance
  - Vision Safe City :
    - Attention à l'approche qui consiste à partir uniquement du citoyen : la « city » est un sujet global. Et il y a un gros travail d'éducation à faire également...
    - Un sujet à regarder de près : les drones

## 4. BRAINSTORMING : PLAN D'ACTION POUR LA COMMISSION SAFECITY

### A. Quel est l'objectif ?

L'objectif fixé par la SBA est de parvenir à rédiger un guide destiné aux collectivités pour les accompagner dans leur démarche de rendre leur territoire Smart & Safe. L'objectif n'est pas de délivrer une vérité absolue ni une méthodologie infaillible, mais bien d'expliquer, de sensibiliser, d'interpeller les collectivités sur les thématiques constituant la chaîne de valeur de la Safe City.

### B. Quel Plan d'Action ?

Les thématiques évoquées ci-dessus sont nombreuses, comme nous avons pu rapidement le constater à travers les échanges de cette première réunion de la commission Safe City.

Afin de pouvoir travailler aux contenus sur lesquels nous voudrions approfondir nos réflexions et créer une sensibilisation des élus, il faudra tout d'abord passer par un travail important de mapping et d'identification des constituants de la chaîne de valeur de la Safe City.

Ce travail sur le mapping sera au cœur des prochaines réunions de la commission. En vue de la préparation de la prochaine, une consultation partira auprès des participants ainsi que des adhérents de la SBA afin de recueillir un maximum d'avis, matière essentielle pour alimenter nos réflexions.

En parallèle, il faudra également réfléchir à intégrer d'autres participants à la commission, en ciblant des intervenants amenant la valeur ajoutée d'un domaine d'activité spécifique (ex. la CNIL ou le syndicat de l'éclairage).

Sont proposés en réunion les participants potentiels suivants. Un membre de la commission est désigné pour prendre en charge la sollicitation et l'invitation :

ORGANISME / INSTITUTION / ENTREPRISE	CHARGÉ DE LA PRISE DE CONTACT
CNIL : Patrice	Patrice DE CARNÉ (SBA)
Syndicat de l'éclairage : Patrice	Patrice DE CARNÉ (SBA)
APVF (Association des Petites Villes de France)	Patrice DE CARNÉ (SBA)
Ville de DIJON	Nora KHALFOUNE (BES)
AMF (Association des Maires de France)	Rémy NOLLET (la gendarmerie a un officier de liaison pour prendre contact)
ADF (Association des départements de France)	Rémy NOLLET (la gendarmerie a un officier de liaison pour prendre contact)
MÉTROPOLE DE LYON	Florian MERCIER (SCN)
FNCCR ?	À voir aux prochaines réunions
Caisse des dépôts ?	À voir aux prochaines réunions
GRAND PARIS ?	À voir aux prochaines réunions
Les SDIS ?	À voir aux prochaines réunions
AITF (Association des Ingénieurs Territoriaux de France) ?	À voir aux prochaines réunions

### C. Quelles thématiques ?

En première approche du mapping, sont évoquées :

- les drones : dualité avec les services qu'ils peuvent apporter (sécurité, livraison, ...), et la malveillance qu'ils peuvent engendrer (attaque par les airs, lâcher d'objets, de gaz, ...)
- les robots
- la connectivité : si tout est connecté, tout est potentiellement fragilisé
- la cybersécurité, sujet absolument transversal
- localisation des données de sécurité : sur le support, ou sur le réseau ?
- l'intelligence artificielle, et en lien notamment la fiabilité des référentiels qui peuvent potentiellement distordre le traitement, l'analyse et l'action déclenchée par l'IA
- la réalité augmentée (ex. analyse faciale intégrée, en cours d'expérimentation à Londres notamment)

Ces thèmes seront retravaillés lors des prochaines réunions, dans le cadre du travail sur le mapping de la Safe City. Un questionnaire sera envoyé à tous les membres de la SBA pour recueillir leur approche de manière exhaustive et alimenter nos échanges.



### Prochaines réunions

- ✓ Mercredi 11 avril 2018 de 9h30 à 12h30
- ✓ Bureaux de l'ANITEC :
  - Espace HAMELIN
  - Siège de la FFIE
  - 5, rue de l'Amiral Hamelin
  - 75116 PARIS
  - Contact sur place : Lilian CAULE (ANITEC)

### Document(s) annexe(s)

- ✓ Slides présentés par Florian MERCIER (fil conducteur de la réunion)
- ✓ Slides présentés par Patrice DE CARNÉ (point SBA)

### Diffusion du compte rendu et des documents annexes

- ✓ **Par mail** : aux participants de la commission
- ✓ **Sur le site internet de la SBA, sur la page de la [commission](#)** (documents réservés aux membres de la SBA, connectés à leur espace membre.)

### Contacts

- ✓ **Président de la commission** :  
Florian MERCIER ([florian.mercier@spie.com](mailto:florian.mercier@spie.com) - 06 85 11 40 25)
- ✓ **Secrétariat SBA** :  
Dominique Briquet, Camille Matinal (0820 712 720 - [contact@smartbuildingsalliance.org](mailto:contact@smartbuildingsalliance.org))